

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session**

Rome, 19-20 avril 2006

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À

**L'ÉTAT DE BAHIA**

**DE LA**

**RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES**

**DANS LES ZONES LES PLUS PAUVRES DE L'ÉTAT DE BAHIA**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU FINANCEMENT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Brésil	2
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	13
<b>TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>

## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN BRAZIL (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BRÉSIL)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. PROJECT DESIGN AND CONCEPTUAL FRAMEWORK (MATRICE DE CONCEPTION ET CADRE CONCEPTUEL DU PROJET)</b>	<b>8</b>
<b>V. CASTOR BEAN PLANT: NEW PERSPECTIVES FOR AN OLD SEMI-ARID CROP (RICIN: DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR UNE ANCIENNE CULTURE DES ZONES SEMI-ARIDES)</b>	<b>9</b>
<b>VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)</b>	<b>10</b>
<b>VII. COMMERCIAL VIABILITY OF SELECTED AGRICULTURAL BUSINESSES (VIABILITÉ COMMERCIALE D'ACTIVITÉS AGRICOLES SÉLECTIONNÉES)</b>	<b>11</b>

#### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Real brésilien (BRL)
1,00 USD	=	2,4 BRL
1,00 BRL	=	0,0416 USD

#### POIDS ET MESURES

Système métrique

#### SIGLES ET ACRONYMES

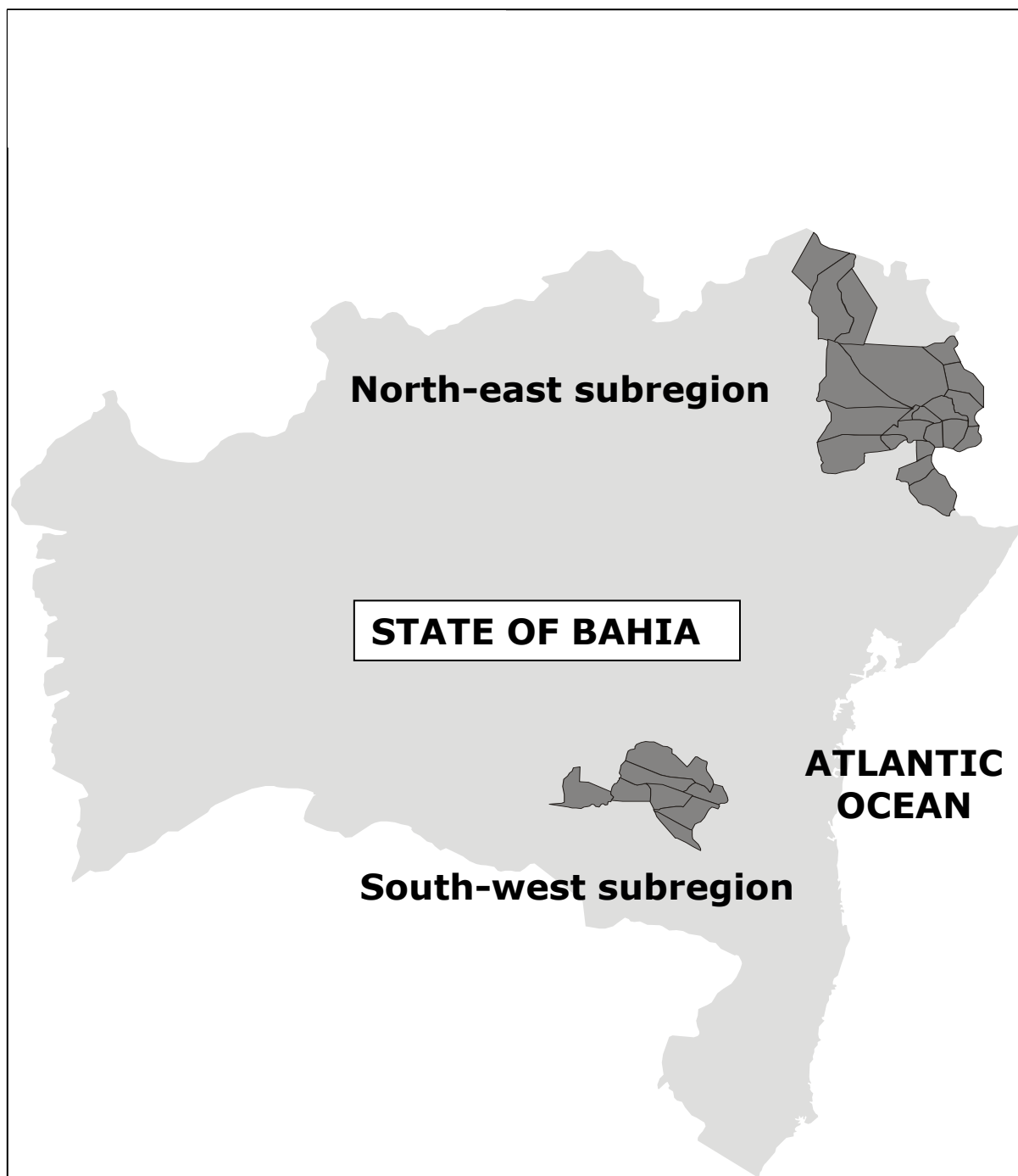
CAR                    Compagnie de développement et d'action régionale de l'État de Bahia  
PROGAVIAO        Projet de développement communautaire pour la région de Rio Gavião

**GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DE BAHIA DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



**Source:** Compagnie régionale de développement et d'action régionale (Bahia).

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

**ÉTAT DE BAHIA  
DE LA  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES  
DANS LES ZONES LES PLUS PAUVRES DE L'ÉTAT DE BAHIA**

**RÉSUMÉ DU FINANCEMENT**

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>BÉNÉFICIAIRE:</b>	État de Bahia de la République fédérative du Brésil
<b>ORGANISME PRINCIPAL:</b>	Secrétariat au Plan de l'État de Bahia, par l'intermédiaire de la Compagnie de développement et d'action régionale
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	60,5 millions de USD
<b>MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:</b>	Prêt: 20,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 30,0 millions de USD) Don: 500 000 USD
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
<b>CONTRIBUTION DE L'ÉTAT BÉNÉFICIAIRE:</b>	29,4 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	600 200 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Le groupe cible est estimé à 223 600 ruraux pauvres et extrêmement pauvres (plus de 49 000 ménages), vivant dans 32 municipalités de la région semi-aride de l'État de Bahia. Plus de 90 000 personnes âgées de 14 à 65 ans (près de 26 000 ménages), essentiellement des agriculteurs familiaux et des paysans sans terre, bénéficieront des activités du projet, dont 35 000 directement et 55 000 indirectement. Les bénéficiaires indirects sont les personnes qui profiteront des investissements et travaux sociaux, productifs et environnementaux du projet dans les territoires sélectionnés. Pendant les premières années de son exécution, le projet appuiera également les bénéficiaires du projet de première phase – le projet de développement communautaire pour la région de Rio Gavião – vivant dans 14 municipalités de la sous-région sud-ouest, afin qu'ils puissent asseoir durablement leurs activités.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Dans la région semi-aride du nord-est du Brésil, il existe une forte corrélation entre la pauvreté rurale et les conditions agroécologiques défavorables. La zone du projet est caractérisée par des sols pauvres et un climat semi-aride accompagné de sécheresses périodiques. Les agriculteurs familiaux et les paysans sans terre de la région Nord-Est du Brésil représentent le groupe touché par la pauvreté rurale le plus pauvre et le plus important du pays. Leur pauvreté s'explique essentiellement par un accès insuffisant à la terre, à l'éducation et la formation, aux infrastructures de base et aux infrastructures sociales, aux technologies appropriées et aux marchés.

**Que va faire le projet pour les bénéficiaires?** L'objectif de développement du projet est de réduire notablement les niveaux de pauvreté des communautés de la région semi-aride de l'État de Bahia. Son objectif général est d'améliorer les conditions sociales et économiques des communautés rurales pauvres moyennant un développement social et économique durable au plan environnemental, équitable pour les hommes et les femmes, et répondant aux besoins de la jeunesse. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants: i) renforcer la base de ressources humaines et financières de la population bénéficiaire et renforcer le pouvoir d'action des membres des organisations sociales et économiques; ii) améliorer les compétences professionnelles des jeunes (hommes et femmes) vivant dans les zones rurales; iii) créer et consolider les organisations économiques agricoles et non agricoles, à visée commerciale, des ruraux pauvres, pourvu qu'elles soient axées sur le marché, compétitives et viables; iv) assurer la protection et l'utilisation durables de la base de ressources naturelles de la région semi-aride de Bahia; v) améliorer les infrastructures sociales et productives; et vi) réduire les inégalités entre les sexes et améliorer la capacité des femmes rurales de générer des revenus. Le fonds d'investissement social et culturel du projet financera l'exécution de projets conçus et gérés par des organisations sociales et culturelles. Le développement productif et commercial sera appuyé par les activités suivantes: i) assistance technique et services de développement des marchés; ii) services d'appui à l'intention des jeunes entrepreneurs potentiels; et iii) appui aux initiatives de gestion environnementale liées aux plans d'entreprise des organisations. En outre, le projet créera deux fonds d'investissement non remboursables: l'un pour les équipements productifs et l'autre pour la protection et la gestion de l'environnement.

**Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet?** Les bénéficiaires du projet seront associés à la planification, à la gestion et à la supervision des activités de développement territorial, ce qui entraînera le renforcement progressif du pouvoir d'action de la société civile rurale et, en particulier, des ruraux pauvres et de leurs organisations économiques. Le projet proposera des formations aux groupements de bénéficiaires représentatifs afin de les préparer à exprimer leurs points de vue et à négocier avec les programmes de développement municipaux et départementaux. Des mécanismes facilitant la transmission de l'information seront établis pour faire le lien entre, d'une part, les petits agriculteurs et les organisations d'appui sous-traitantes et, de l'autre, l'unité de gestion et le personnel



technique du projet. Le projet appuiera la participation de représentants des bénéficiaires aux conseils environnementaux départementaux et municipaux qui seront mis en place et/ou renforcés en tant que partie intégrante de la structure opérationnelle et décisionnelle du projet. Les bénéficiaires participeront également au système de suivi et évaluation du projet dans le cadre des pratiques d'audit social.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION**  
**D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À**  
**L'ÉTAT DE BAHIA DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**  
**POUR LE**  
**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS RURALES**  
**DANS LES ZONES LES PLUS PAUVRES DE L'ÉTAT DE BAHIA**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil, comprenant un prêt d'un montant de 20,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 30,0 millions de USD), à des conditions ordinaires, et un don d'un montant de 500 000 USD, en vue de contribuer au financement du Projet de développement des communautés rurales dans les zones les plus pauvres de l'État de Bahia. Le prêt, garanti par la République fédérative du Brésil, aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Le Brésil est le pays le plus vaste et le plus peuplé d'Amérique latine, avec une superficie de 8,5 millions de km<sup>2</sup> et une population de 176 millions d'habitants, en 2003. Le secteur rural représente 37 millions de personnes, soit 21% environ de la population totale. Le pays, doté d'un gouvernement fédéral, se compose d'un district fédéral et de 26 États. L'État de Bahia est le plus vaste de la région Nord-Est du Brésil et il compte la population de ruraux pauvres la plus importante du pays.

2. **Performance économique.** Après une longue période d'instabilité économique et financière, la situation au Brésil a commencé à changer en 1994, avec l'introduction de réformes structurelles visant l'équilibre du déficit budgétaire et la réduction de la dette publique, l'amélioration de l'efficacité économique nationale et des programmes de protection sociale, la privatisation des entreprises et services publics, et une réforme fiscale. Le gouvernement actuel a honoré ses engagements à l'égard des institutions financières internationales et, en 2004, l'excédent primaire du Brésil, égal à 4,6% du PIB, a dépassé les attentes. Le PIB a augmenté depuis lors de 5,2% et les exportations ont atteint le chiffre record de 105 milliards de USD. En dépit d'une croissance économique rapide, le Brésil n'est surpassé que par l'Afrique du Sud dans le classement mondial de l'inégalité des revenus.

3. Le Brésil a obtenu des résultats positifs en termes d'amélioration des conditions de vie de sa population: i) le taux de mortalité infantile a diminué, passant de 50 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1990, à 33 pour 1 000 en 2000; ii) le taux net de scolarisation primaire a augmenté de 84% en 1991 à 97% en 2002; et iii) 89% de la population avait accès à une source d'eau améliorée en 2003 contre 73% en 1986. En dépit de ces avancées impressionnantes, plus de 25% de la population vit avec moins de 2 USD par jour, et 13% avec moins de 1 USD par jour. Malgré les programmes de développement exécutés par le passé, la région Nord-Est du Brésil affiche la plus

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

importante concentration de pauvreté rurale en Amérique latine, avec 49% de sa population classés comme pauvres.

4. **Le secteur agricole.** Plus de 75% de la production agricole du Brésil est concentrée dans les régions du Sud et du Centre-Est, suivies par le Nord-Est avec 13% et le Centre-Ouest avec 8%. Sur les 4 millions d'exploitations agricoles répertoriées lors du dernier recensement agricole, quelque 500 000 sont considérées comme le pilier de l'économie agricole brésilienne (au rang desquelles 40 000 propriétés couvrant près de 35% de la surface agricole totale du pays); 1 million sont de petites et moyennes exploitations axées sur le marché; et 2,5 millions sont de très petites exploitations essentiellement vouées à l'agriculture de subsistance. Les mutations du modèle de développement économique ont eu des répercussions sur le secteur agricole tandis que les nouvelles politiques ont attribué des responsabilités accrues aux institutions privées et aux organisations civiles.

### B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

5. L'exécution des projets du FIDA au Brésil a permis de dégager des enseignements généraux et spécifiques de projets. Les changements politiques, économiques, sociaux et institutionnels de ces dix dernières années ont mis en évidence la nécessité de concevoir des projets flexibles, susceptibles de s'adapter efficacement à des besoins opérationnels en perpétuelle évolution. Il ressort également de l'expérience qu'il convient de conjuguer les activités publiques et privées pour résoudre les problèmes d'infrastructures ayant un impact sur la qualité de la vie des ruraux pauvres dans des domaines cruciaux tels que la sécurité de l'eau. Parallèlement, les projets qui ont renforcé le pouvoir d'action des ruraux pauvres par le biais de la formation et des activités participatives visant à les rendre aptes à gérer et s'approprier les processus de développement durable ont entraîné des améliorations significatives de la situation générale des femmes et ont accru la confiance des familles rurales dans leur propre valeur. Dans le projet de développement communautaire pour la région de Rio Gavião (PROGAVIAO), un projet également financé par le Fonds dans l'État de Bahia, les fermes-écoles familiales ont ouvert aux enfants et aux jeunes de nouvelles perspectives sociales et économiques. Les programmes de formation et l'assistance technique ont porté sur de nombreux domaines et ont contribué à développer le capital humain et social dans des communautés ayant rarement bénéficié jusque-là d'initiatives de ce genre. Les composantes de projet les plus performantes ont été, en général, celles qui appuyaient le développement et la production agricoles. Les technologies et pratiques appropriées relatives aux cultures semi-arides et à l'élevage local ont été largement adoptées grâce à des programmes de crédit très efficaces et bien gérés, contribuant au développement de systèmes de production durables dans les exploitations familiales.

### C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Brésil

6. **Politique du Brésil en matière de lutte contre la pauvreté.** Le gouvernement fédéral a accordé une priorité élevée à l'exécution des programmes visant à réduire la pauvreté rurale et à appuyer le secteur de l'"agriculture familiale"<sup>2</sup>. Les initiatives fédérales sont les suivantes: i) le programme *Fome Zero* ("Faim zéro"), garantissant aux pauvres un apport alimentaire adéquat; ii) le programme *Bolsa Familia* ("Fonds familial"), un programme national de versement d'allocations aux familles envoyant leurs enfants à l'école; iii) des crédits en faveur des petits agriculteurs par le biais du programme national de développement de l'agriculture familiale et du programme subsidiaire d'agro-industrialisation de l'agriculture familiale; iv) le programme de réforme foncière; v) des programmes de crédit et de services financiers non bancaires; et vi) le programme d'électrification rurale *Luz para Todos* ("Lumière pour tous"). Depuis les années 1990, le gouvernement fédéral a adopté des politiques et exécuté des programmes spécifiques pour les zones rurales, donnant un accès à la terre aux pauvres qui en étaient dépourvus et modifiant la structure de l'économie agraire et la production agricole. Les stratégies et ressources consacrées au secteur des petits exploitants visent à

---

<sup>2</sup> "Agriculture familiale" est l'expression utilisée au Brésil pour désigner le secteur des petits exploitants agricoles pauvres.

promouvoir: i) la distribution des terres; ii) les processus locaux de prise de décision pour l'allocation des services d'appui agricole publics; iii) la participation accrue des agriculteurs aux processus locaux de planification; et iv) la participation du secteur privé à la promotion de l'accès aux marchés locaux, national et étrangers. Les programmes de lutte contre la pauvreté rurale du gouvernement de l'État de Bahia sont, notamment, un appui au processus de réforme foncière, des investissements sociaux dans les zones rurales, et des politiques et programmes portant sur l'irrigation et la gestion de l'eau.

7. **Activités des autres grands donateurs en matière de lutte contre la pauvreté.** La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) sont les deux institutions de développement les plus actives en termes de prêts consacrés à la lutte contre la pauvreté dans la région Nord-Est du Brésil. La Banque mondiale cofinance le programme Bolsa Família qui cible les pauvres tant urbains que ruraux. Elle exécute également, dans les États du nord-est du Brésil, plusieurs projets de lutte contre la pauvreté rurale qui fournissent des ressources financières aux associations communautaires et aux organisations de base en vue du financement de petits projets sociaux et productifs. La Banque mondiale a récemment approuvé le projet intégré dans l'État de Bahia: pauvreté rurale, un projet d'investissement social dans les zones rurales de Bahia. La BID finance: i) le projet d'autosuffisance des colonies issues de la réforme agraire, qui vise à établir un système pour la consolidation des colonies rurales; et ii) le programme de crédit global pour les microentreprises dans le nord-est du Brésil, qui appuiera le programme CrediAmigo de la Banco do Nordeste do Brasil. Cependant, la BID n'a pas de projet portant spécifiquement sur le développement rural ou la réduction de la pauvreté rurale dans la région de Bahia

8. **Stratégie du FIDA au Brésil.** Les stratégies de pays adoptées actuellement par le FIDA, et décrites dans son exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) pour le Brésil, sont les suivantes: i) priorité à la région semi-aride du Nord-Est où vit la plus forte concentration de ruraux pauvres du pays; ii) appui aux colonies établies au titre de la réforme agraire dans le cadre du programme de réforme foncière; et iii) appui à la politique du gouvernement fédéral visant à développer et consolider le secteur de l'agriculture familiale. Au plan général, les objectifs du FIDA sont les suivants: i) former des partenariats stratégiques avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des États tout en veillant à associer les gouvernements municipaux, le secteur privé et les organisations de base aux activités de projet; ii) renforcer les ressources humaines et sociales; iii) mettre au point de nouvelles approches pour la prestation des services d'appui techniques et financiers agricoles et non agricoles; et iv) promouvoir les activités non agricoles, l'emploi et le développement des entreprises au moyen d'un appui en faveur des entreprises rurales existantes et nouvelles.

9. **Raison d'être du projet.** Le PROGAVIAO, un projet financé par le FIDA et lancé en 1997, arrivera à son terme début 2006. À l'issue de la mission d'évaluation intermédiaire du FIDA de décembre 2003, le FIDA et le gouvernement de l'État ont signé un accord conclusif recommandant que "l'action soit poursuivie dans le cadre d'une deuxième phase, par le biais d'un nouveau projet couvrant une zone appropriée de Bahia à la situation de départ très similaire à celle qui prévalait au démarrage du PROGAVIAO, et associant les actions liées aux infrastructures et à la production au développement communautaire et social. De cette manière, il serait possible de valoriser l'expérience positive tirée de l'exécution du projet ainsi que la capacité institutionnelle et les ressources humaines techniques générées pendant cette période."

10. Le projet de développement des communautés rurales dans les zones les plus pauvres de l'État de Bahia (PRODECAR) se fonde sur l'expérience fructueuse du PROGAVIAO et en étend la portée. Sa stratégie générale, sa raison d'être et sa conception s'inscrivent en droite ligne dans les politiques de lutte contre la pauvreté et de développement rural et les priorités actuelles du gouvernement fédéral du Brésil et du gouvernement de l'État de Bahia, ainsi que dans le cadre stratégique 2002-2006 du FIDA et ses stratégie et directives opérationnelles de pays. En particulier, le projet s'attaque à la pauvreté rurale en renforçant le pouvoir d'action des ruraux pauvres et de leurs organisations, et en

faisant la promotion du développement économique ainsi que de la régénération et de la protection des ressources naturelles. Dans la conception du projet, on a pris en compte trois éléments transversaux: i) le développement économique et social de la jeunesse rurale; ii) l'équité entre hommes et femmes; et iii) la pérennité environnementale.

11. Le développement de la production agricole axée sur le marché est une orientation prioritaire du projet. Bien que des parties de la région semi-aride de Bahia soient propices à l'agriculture en termes de sol et de climat, l'absence de sources d'eau permanentes en limite le potentiel. La gestion intégrée des ressources naturelles au niveau du microbassin versant peut améliorer le stockage et la gestion des ressources en eau, créant ainsi des conditions favorables à la production durable de cultures semi-arides et, dans certaines zones, de légumes et de fruits annuels et pérennes. C'est pourquoi la construction de barrages en terre, la récupération de l'eau grâce à l'aménagement des bassins versants, le reboisement des terrains en pente, les fosses d'infiltration, etc., constitueront des investissements prioritaires du projet. Celui-ci privilégiera, par ailleurs, les filières productives et/ou les grappes productives créant de la valeur ajoutée, qui appuieront des activités de production agricoles et non agricoles plus rentables. Les grappes productives agricoles comprendront les éléments suivants: chèvres (viande et lait); élevage (petite production de fromage et sous-produits); légumes (produits biologiques); fruits (avec une préférence particulière pour les plantations de noix de cajou); sisal (nattes et tapis de fibre pour l'exportation); manioc (farine et amidon); apiculture (miel conditionné et sous-produits); plantes médicinales; et d'autres encore. Les grappes productives non agricoles se consacreront essentiellement à l'artisanat traditionnel (cuir, sculpture sur bois, tissus).

12. Bahia est le plus gros producteur d'une culture traditionnelle de la région semi-aride: le ricin. De nouvelles recherches dans le domaine des carburants écologiques ont conclu que l'huile de ricin est la substance la plus intéressante pour la production de biodiesel parce que, à la différence des autres huiles végétales, elle est soluble dans l'alcool et ne requiert pas de chauffage pour se transformer en carburant (voir Appendice V). Ces résultats ont donné de nouvelles raisons de promouvoir la plantation du ricin dans les régions semi-arides, en tant que culture commerciale à forte valeur ajoutée, ouvrant des perspectives de revenus additionnels si les graines sont transformées en huile brute par des associations ou des coopératives de petits agriculteurs.

## DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

### A. Zone du projet et groupe cible

13. **Zone du projet.** La zone du projet a été délimitée en fonction de deux critères de base: i) incidence de la pauvreté rurale au niveau municipal, selon les indicateurs du développement humain municipaux du Brésil; et ii) continuité territoriale. Deux sous-régions bien définies ont été sélectionnées: i) la sous-région Nord-Est, qui compte 23 municipalités et est l'une des zones les plus déshéritées de Bahia et ii) la sous-région Sud-Ouest, comptant neuf municipalités voisines de la zone de projet de l'actuel PROGAVIAO. Les conditions agroécologiques et sociales des deux sous-régions sont similaires; elles appartiennent à l'écosystème du *sertão* avec son couvert végétal naturel caractéristique, la *caatinga*. Le climat est principalement tropical, variant de semi-aride à aride, et il est caractérisé par des sécheresses périodiques. En accord avec le gouvernement de l'État de Bahia, le projet poursuivra et consolidera, pendant une période d'un an ou deux, les activités sélectionnées dans les 13 municipalités du PROGAVIAO.

14. **Groupe cible.** La population totale des 32 municipalités sélectionnées s'élève à 415 000 personnes. Le groupe cible, estimé à 223 600 personnes, se compose des habitants dont les revenus sont inférieurs aux seuils nationaux actuels de pauvreté et de pauvreté extrême<sup>3</sup>. Le nombre

---

<sup>3</sup> Les familles dont les revenus sont inférieurs au double du salaire minimum (actuellement, revenu annuel des ménages inférieur à 2 040 USD ou revenu annuel par personne inférieur à 455 USD).

total de bénéficiaires est évalué à plus de 90 000 personnes. Les bénéficiaires directs, au nombre de 35 000, sont âgés de 14 à 65 ans (22 000 hommes, 3 000 jeunes hommes, 7 000 femmes et 3 000 jeunes femmes) et travaillent dans les secteurs de la production agricole et des microentreprises rurales, paysans sans terre et ouvriers agricoles compris. Quelque 55 000 personnes bénéficieront indirectement des investissements sociaux, productifs et environnementaux du projet.

15. **Inégalité entre les sexes et situation de la jeunesse rurale.** Les stratégies adoptées par le projet pour promouvoir l'équité entre les sexes visent à réduire la pauvreté et les inégalités entre les sexes dans les communautés rurales de la région semi-aride en: i) donnant aux femmes un accès plus équitable aux activités économiques du projet; ii) menant des actions visant à réduire les disparités entre les hommes et les femmes des zones rurales en termes de formation professionnelle; et iii) favorisant la pleine participation des femmes rurales aux organisations économiques. Toutes les activités du projet prendront en compte précocement les questions de parité hommes/femmes avec, notamment, des programmes de formation systématiques sur la problématique hommes/femmes, des investissements et des activités visant à réduire le temps consacré aux tâches domestiques, et des formations destinées aux femmes pour leur apprendre à diriger et les aider à reprendre confiance en elles-mêmes. Dans les zones rurales, les jeunes ont un niveau d'instruction limité, peu ou pas accès à la terre et des perspectives d'emploi quasi nulles. Souvent, l'émigration dans les villes reste la seule stratégie de survie qui s'offre à eux. Le projet leur proposera des formations professionnelles et appuiera les activités visant à identifier et renforcer leurs capacités d'entreprendre.

### B. Objectifs et portée

16. En termes de développement, le projet vise à réduire notablement les niveaux de pauvreté et de pauvreté extrême des communautés vivant dans les zones semi-arides de l'État de Bahia. Son objectif est d'améliorer les conditions sociales et économiques des communautés rurales pauvres moyennant un développement social et économique durable au plan environnemental et propice à l'équité entre les sexes et à l'insertion des jeunes dans la population active rurale. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcement du pouvoir d'action des ruraux pauvres et de leurs organisations de base, en améliorant leur capacité de participer aux processus de développement social et économique locaux, municipaux et territoriaux; et ii) amélioration de la capacité de la population cible de générer des revenus, en transformant les activités économiques de subsistance en entreprises rurales agricoles et non agricoles rentables fondées sur l'utilisation durable des ressources naturelles de la région semi-aride.

### C. Composantes

17. Les activités du projet ont été articulées autour de deux composantes opérationnelles: i) développement du capital humain et social; et ii) développement productif et commercial; et unité de gestion du projet, chargée de promouvoir les thèmes transversaux (équité entre les sexes, jeunesse rurale et gestion de l'environnement et des ressources naturelles), de remplir des tâches administratives, de conduire des activités de suivi et évaluation et de coordonner l'exécution des composantes.

18. **Développement du capital humain et social.** Les objectifs de la composante sont les suivants: i) obtenir une participation effective et coordonnée des organisations sociales et économiques à la planification du développement aux échelons local, municipal et territorial ainsi qu'aux processus de décision concernant les investissements sociaux et productifs; ii) améliorer la capacité des ruraux pauvres, et plus particulièrement les femmes, de réaliser des études diagnostiques participatives pour identifier les contraintes et les possibilités sociales et économiques, puis de planifier les stratégies en conséquence; iii) améliorer les compétences professionnelles et la capacité de générer des revenus, des jeunes hommes et femmes; et iv) donner aux ruraux pauvres la possibilité de développer et de renforcer leur identité culturelle. Pour atteindre ces objectifs, le projet appuiera: i) le renforcement des

organisations sociales et économiques des bénéficiaires; ii) l'utilisation de méthodologies participatives pour l'établissement des diagnostics, la planification et l'exécution des activités; iii) l'articulation des communautés et de leurs organisations avec les collectivités locales et le gouvernement de l'État; et iv) des programmes de formation complets et systématiques à l'intention des bénéficiaires, des prestataires de services et des fonctionnaires locaux et de l'État.

19. Les sous-composantes sont au nombre de quatre: i) **Planification territoriale participative.** Le projet proposera des formations sur l'étude diagnostique et la planification participatives, l'équité entre les sexes, la formation des groupements et des coopératives, et les compétences nécessaires pour diriger et entreprendre. Il prévoira également des formations pour les prestataires de services, le personnel de projet et les autres acteurs locaux, afin qu'ils améliorent leurs connaissances générales et harmonisent leurs méthodologies. ii) **Formation professionnelle.** À l'issue d'une analyse du marché de l'emploi permettant de définir les domaines de formation prioritaires, le projet octroiera à des jeunes des bourses d'études dans des établissements publics et privés. iii) **Renforcement des organisations.** Pour renforcer la capacité des organisations sociales et économiques des bénéficiaires de participer aux processus de développement social et économique aux niveaux local, municipal et territorial, le projet offrira à ces organisations des services d'appui afin de les aider à préparer les études diagnostiques sociales, économiques et environnementales participatives et les plans de développement stratégique communautaires, territoriaux, voire, si nécessaire, municipaux. iv) **Fonds d'investissement social et culturel.** Ce fonds servira à financer les projets conçus et directement gérés par les organisations locales sous la supervision et le contrôle du projet. Il financera les infrastructures et les investissements sociaux tels que les citernes et les systèmes d'approvisionnement en eau pour les ménages, l'énergie solaire, les latrines, l'aménagement des espaces communautaires et du cadre environnant. Il appuiera également la redécouverte et la mise en valeur des anciennes traditions, consolidera le patrimoine culturel de la région semi-aride et restaurera la confiance des communautés rurales et de leur jeune génération en elles-mêmes. Les fonds seront attribués selon un processus compétitif et approuvés par un comité de développement territorial.

20. **Développement productif et commercial.** L'objectif spécifique de la composante est de garantir aux organisations économiques des bénéficiaires un accès systématique aux services d'appui techniques ruraux afin qu'elles puissent conduire avec succès les initiatives, dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la sylviculture, la transformation des produits et l'artisanat. Les grands axes de la composante sont: une approche de type commercial pour assurer la croissance à long terme des bénéficiaires et leur capacité d'investissement par le biais de leurs activités économiques; la participation des bénéficiaires et le renforcement de leur pouvoir d'action en les associant directement aux décisions commerciales stratégiques; l'innovation avec la recherche systématique de nouveaux créneaux commerciaux pour les produits traditionnels; la viabilité économique fondée sur la rentabilité des activités; et la pérennité environnementale résultant de la gestion rationnelle et de la protection des ressources naturelles. La composante consistera en: i) une assistance technique; ii) un appui aux jeunes entrepreneurs; iii) deux fonds d'investissement, pour la production et la protection de l'environnement, respectivement; et iv) une unité de gestion environnementale.

21. Pour aider les organisations de petits agriculteurs et de microentrepreneurs à prendre des décisions de nature commerciale, le projet appuiera la création et le fonctionnement d'unités commerciales régionales, qui rempliront les fonctions suivantes: i) offrir un service d'information sur le marché; ii) promouvoir systématiquement les entreprises des bénéficiaires à l'occasion de foires locales et régionales, tables de négociation acheteurs-producteurs et visites de marchés, en utilisant la culture locale comme un facteur de différenciation; et iii) promouvoir les partenariats commerciaux entre les organisations de bénéficiaires et les sociétés privées ou les institutions s'occupant de produits non traditionnels. Le projet mettra sur pied un mécanisme d'assistance technique novateur qui fournira les services suivants: i) appui à la formulation de plans d'entreprise participatifs avec l'aide de promoteurs commerciaux spécialisés dans la filière productive concernée; ii) service d'appui régulier à la mise en œuvre des plans d'entreprise, par des équipes techniques coordonnées par les promoteurs



commerciaux et composées de spécialistes de divers domaines – agronomes, gestionnaires d'entreprises, ingénieurs de l'industrie, etc. – capables d'aider les organisations de bénéficiaires à résoudre les différents problèmes posés par les plans d'entreprise; et iii) appui spécialisé complémentaire grâce à l'intervention ponctuelle d'experts. Le projet mettra en œuvre un programme visant à développer le potentiel des jeunes en termes de création d'entreprises. À partir d'exercices et de jeux conçus pour stimuler leur participation active, les jeunes seront dotés des compétences nécessaires pour lancer et gérer une affaire et seront encouragés à identifier une initiative commerciale avec des organisations d'adultes existantes, voire à créer leurs propres organisations.

22. Les organisations locales ayant un projet assorti d'un plan d'entreprise pourront accéder à un fonds d'investissement dans les équipements productifs. Leurs demandes, qui peuvent inclure des investissements dans des biens privés ou publics et avoir différents plafonds et exigences de cofinancement, seront évaluées dans un premier temps sur leur faisabilité commerciale, puis selon les critères suivants: i) potentiel en termes de création d'emplois et de réduction de la pauvreté; ii) rentabilité; iii) engagement des candidats bénéficiaires sous la forme d'un cofinancement et d'une proposition de remboursement d'une partie de l'investissement sur un fonds communautaire; iv) proportion de femmes et de jeunes des zones rurales participant au projet; et v) viabilité économique et pérennité environnementale. Le fonds d'investissement pour la protection et la gestion de l'environnement financera des activités de conservation de l'environnement liées à la réalisation des plans d'entreprise et aux investissements destinés à la régénération et à la gestion des ressources naturelles, et visant à sensibiliser davantage aux questions environnementales ou à réduire et/ou empêcher la dégradation de l'environnement. Les demandes introduites auprès des deux fonds d'investissement seront approuvées par le comité de développement territorial.

23. Au titre de cette composante, un programme pilote, financé par un don du FIDA, portera sur l'expérimentation des technologies novatrices et des modèles de gestion adaptés aux petits producteurs ruraux organisés pour la production et la transformation intégrées du ricin en huile brute destinée au marché national du biodiesel. On étudiera également la possibilité d'exporter sur les marchés étrangers.

#### **D. Coûts et financement**

24. Le coût total du projet, provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers compris, a été estimé à 60,5 millions de USD, qui seront financés comme suit: un prêt du FIDA d'un montant de 30,0 millions de USD (couvrant 49,6% du total des coûts); un don du FIDA, d'un montant de 500 000 USD (0,8%); une contribution du gouvernement de l'État de Bahia, d'un montant de 29,4 millions de USD (48,6%); et la contribution en nature des bénéficiaires, évaluée à 600 200 USD (1,0%). Les coûts du projet seront répartis sur six ans. Sur le montant total des coûts de base de 57,6 millions de USD, une somme de 16,8 millions de USD (29%) a été allouée à la composante de développement du capital humain et social, et une somme de 37,0 millions de USD (64%) à la composante de développement productif et commercial. L'unité de gestion du projet (UGP) bénéficie d'une allocation de 3,8 millions de USD (7%), dont 804 900 USD pour l'unité de suivi et évaluation, et 1,3 million de USD pour l'unité chargée de la promotion de l'équité entre les sexes.

25. Le don du FIDA financera le programme pilote sur le ricin dont l'objectif est de permettre à des organisations économiques sélectionnées d'expérimenter des technologies de production améliorées ainsi que diverses options de transformation des graines de ricin en huile brute. Tous les fonds octroyés au titre du don profiteront directement au groupe cible sous la forme d'une assistance technique et d'investissements dans la production et la transformation.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>Développement du capital humain et social</b>	<b>15 016,1</b>	<b>1 797,0</b>	<b>16 813,1</b>	<b>11</b>	<b>29</b>
Planification territoriale participative	1 645,0	103,5	1 748,6	6	3
Formation professionnelle	3 360,0	1 440,0	4 800,0	30	8
Renforcement des organisations	1 611,0	253,5	1 864,6	14	3
Fonds d'investissement social et culturel	8 400,0	-	8 400,0	--	15
<b>Développement productif et commercial</b>	<b>33 392,4</b>	<b>3 601,8</b>	<b>36 994,1</b>	<b>10</b>	<b>64</b>
Assistance technique	11 298,4	3 058,9	14 357,3	21	25
Appui aux jeunes entrepreneurs	1 048,6	449,4	1 498,0	30	3
Fonds productif et fonds environnemental	20 200,0	-	20 200,0	-	35
Unité de gestion de l'environnement	845,3	93,5	938,8	10	2
<b>Unité de gestion du projet</b>	<b>3 381,4</b>	<b>374,9</b>	<b>3 756,3</b>	<b>10</b>	<b>7</b>
Gestion du projet	1 651,9	48,1	1 700,0	3	3
Unité de suivi et évaluation	689,1	115,8	804,9	14	1
Unité chargée de la promotion de l'équité entre les sexes	1 040,4	211,1	1 251,4	17	2
<b>Total des coûts de base</b>	<b>51 789,8</b>	<b>5 773,7</b>	<b>57 563,3</b>	<b>10</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	769,0	281,7	1 050,8	27	2
Provision pour aléas financiers	1 498,2	388,0	1 886,2	21	3
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>54 057,1</b>	<b>6 443,4</b>	<b>60 500,5</b>	<b>11</b>	<b>105</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement de l'État de Bahia		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors Taxe)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>Développement du capital humain et social</b>	<b>8 904,8</b>	<b>50,4</b>			<b>8 769,1</b>	<b>49,6</b>			<b>17 673,9</b>	<b>29,2</b>	<b>2 008,5</b>	<b>14 831,4</b>	<b>833,9</b>
Planification territoriale participative	993,8	53,5			869,2	46,7			1 863,0	3,1	107,2	1 681,8	74,0
Formation professionnelle	2 702,0	50,0			2 702,0	50,0			5 404,1	8,9	1 621,2	3 134,4	648,5
Renforcement des organisations	1 009,0	50,3			997,9	49,7			2 006,8	3,3	280,1	1 615,3	111,5
Fonds d'investissement social et culturel	4 200,0	50,0			4 200,0	50,0			8 400,0	13,9		8 400,0	
<b>Développement productif et commercial</b>	<b>19 057,1</b>	<b>49,2</b>	<b>499,9</b>	<b>1,3</b>	<b>18 599,4</b>	<b>48,0</b>	<b>600,2</b>	<b>1,5</b>	<b>38 756,6</b>	<b>64,1</b>	<b>4 020,9</b>	<b>32 938,2</b>	<b>1 797,5</b>
Assistance technique	7 861,8	49,5	199,9	1,3	7 834,3	49,3			15 896,0	26,3	3 424,3	10 924,8	1 546,9
Appui aux jeunes entrepreneurs	824,3	50,0			824,3	50,0			1 648,6	2,7	494,6	956,2	197,8
Fonds productif et fonds environnemental	9 844,4	48,7	300,0	1,5	9 455,4	46,8	600,2	3,0	20 200,0	33,4		20 200,0	
Unité de gestion de l'environnement	526,7	52,0			485,3	48,0			1 012,0	1,7	102,0	857,2	52,7
<b>Unité de gestion du projet</b>	<b>2 038,5</b>	<b>50,1</b>			<b>2 031,5</b>	<b>49,9</b>			<b>4 070,0</b>	<b>6,7</b>	<b>414,0</b>	<b>3 423,4</b>	<b>232,6</b>
Gestion du projet	916,1	50,3			905,3	49,7			1 821,4	3,0	50,8	1 711,1	59,5
Unité de suivi et évaluation	432,7	49,4			442,9	50,6			875,6	1,4	127,7	682,9	65,0
Unité chargée de la promotion de l'équité entre les sexes	689,7	50,2			683,3	49,8			1 373,0	2,3	235,5	1 029,3	108,1
<b>Total</b>	<b>30 000,5</b>	<b>49,6</b>	<b>499,9</b>	<b>0,8</b>	<b>29 400,0</b>	<b>48,6</b>	<b>600,2</b>	<b>1,0</b>	<b>60 500,5</b>	<b>100,0</b>	<b>6 443,4</b>	<b>51 193,1</b>	<b>2 864,0</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

26. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs aux biens et aux travaux de génie civil se conformera aux dispositions des directives du FIDA en la matière, et de leurs avenants. L'engagement des consultants et des prestataires de services se conformera aux procédures approuvées par le FIDA. Les contrats dont le coût sera estimé à un montant équivalant ou supérieur à 500 000 USD seront attribués à l'issue de procédures d'appel d'offres internationales, les contrats dont le montant sera compris entre 100 000 USD et 500 000 USD à l'issue d'appels d'offres locaux, les contrats dont le montant sera compris entre 5 000 USD et 50 000 USD feront l'objet de consultations de fournisseurs à l'échelle locale, et les contrats de moins de 5 000 USD seront conclus directement. Les contrats financés par le montant du prêt et relatifs à des services incombant à des partenaires d'exécution spécifiques, y compris des organisations d'intérêt général, qui possèdent des qualifications et une expérience particulières en ce qui concerne les communautés rurales pauvres de la région semi-aride de l'État de Bahia, peuvent être conclus directement à la convenance du FIDA.

27. **Décaissements du prêt et du don.** Un compte spécial libellé en dollars des États-Unis, sur lequel le FIDA versera le montant du prêt, sera ouvert dans une banque agréée par le FIDA. Les retraits sur le compte de prêt seront effectués sur présentation d'une documentation justificative convenant au FIDA ou de relevés des dépenses certifiés au regard des dépenses autorisées, pour des montants fixés et éventuellement modifiés par le FIDA de temps en temps. Le don sera décaissé par tranche sur un compte ouvert dans une banque agréée par le FIDA. La première tranche sera décaissée sur présentation d'un plan de travail et budget annuel (PTBA) convenant au FIDA. Les tranches suivantes seront décaissées sur présentation d'un PTBA, des rapports relatifs à l'exécution et aux aspects financiers, et de relevés des dépenses couvrant au moins 75% des acomptes précédents. Afin de faciliter le lancement rapide du projet ainsi que la poursuite et la consolidation de certaines activités dans la zone du PROGAVIAO, des mesures ont été prises pour mettre à disposition rétroactivement un montant maximum de 1,4 million de USD pour le financement de dépenses engagées avant la date d'entrée en vigueur mais après le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

28. **Comptabilité et vérification des comptes.** Le gouvernement de l'État de Bahia tiendra des relevés et des comptabilités séparés pour le prêt et le don. La comptabilité sera tenue par catégorie de dépense et composante, et conformément aux procédures de classification des dépenses du gouvernement de l'État. Les prestataires de services engagés sous contrat tiendront des comptabilités séparées pour les dépenses liées au projet. Le Contrôleur général de l'État de Bahia effectuera la vérification annuelle des comptes tant du projet financé par le prêt que du projet financé par le don. Les comptes vérifiés et les rapports annexes, contenant un avis séparé sur les relevés des dépenses certifiés et le fonctionnement du compte spécial, seront soumis au FIDA dans un délai maximum de six mois après la fin de chaque exercice financier.

### **F. Organisation et gestion**

29. Le Secrétariat au plan de l'État de Bahia sera responsable de l'exécution globale du projet par l'intermédiaire de la Compagnie de développement et d'action régionale de l'État de Bahia (CAR). Le projet sera intégré dans la structure administrative de la CAR et aura la même structure de gestion que le PROGAVIAO. Il sera dirigé par un comité directeur, chargé d'approuver et de superviser les plans de travail et budgets annuels, et de décider des grandes orientations. On mettra en place une unité de gestion du projet (UGP), nantie des pouvoirs techniques, financiers et administratifs délégués par la CAR. Elle dépendra directement du comité directeur et sera chargée de la gestion et de la surveillance des opérations au jour le jour, ainsi que de la planification et de la supervision des activités du projet. L'UGP se composera d'un bureau central à Salvador, Bahia, et de deux bureaux régionaux, l'un dans la sous-région du Nord-Est (Ribeira do Pombal) et l'autre dans la sous-région du Sud-Ouest (Vitória da

Conquista). L'UGP centrale consistera en un coordinateur de projet, quatre unités d'appui technique (gestion du projet, suivi et évaluation, promotion de l'équité entre les sexes et gestion de l'environnement) et deux coordinateurs de composantes. Les femmes occuperont au moins 30% de tous les postes de cadre du projet. Les bureaux régionaux se composeront d'un coordinateur régional et d'une équipe multidisciplinaire comptant dans ses rangs des spécialistes du développement du capital humain et social, du développement productif et commercial, de la promotion de l'équité entre les sexes et de la gestion de l'environnement

30. Le projet mettra en place une structure de participation des bénéficiaires à trois niveaux: i) organisations sociales et productives; ii) comités de développement territorial; et iii) réseaux d'organisations commerciales rurales d'agriculteurs et de microentrepreneurs appartenant aux mêmes filières de produits. Les autorités locales et les organisations de la société civile présentes dans la zone participeront aux comités de développement territorial, comme l'a recommandé la mission d'évaluation intermédiaire du FIDA.

31. **Exécution.** Forte de son expérience du PROGAVIAO, la CAR conclura avec la coopérative des travailleurs du sud-ouest de Bahia, ou toute autre entité agréée par le FIDA, un accord d'exécution pour la passation de contrat avec les prestataires de services et la gestion de ces prestataires. Toutes les activités de terrain sociales, productives, commerciales et environnementales seront sous-traitées à des ONG, des organisations de la société civile et des institutions publiques. Préférence sera donnée aux organisations reconnues, présentes localement et ayant fait la preuve de leur efficacité dans le travail de proximité social, productif et environnemental, par exemple, l'entreprise brésilienne de recherche agricole, le service brésilien d'appui aux petites entreprises et aux microentreprises, et l'association des écoles communautaires et des familles rurales de Bahia. Les organisations sous-traitantes serviront de liens directs avec les communautés rurales pour les études diagnostiques, la planification et l'exécution des activités sociales, productives et environnementales, menées selon des méthodes participatives. Le projet assurera une formation systématique des prestataires de services habituels et nouvellement sélectionnés. Il conclura officiellement des partenariats avec des organisations internationales (fondation Fiorello H. La Guardia), des projets de développement national/régional (tels que le projet intégré de la Banque mondiale dans l'État de Bahia: pauvreté rurale, et les autres projets financés par le FIDA), et des entreprises privées brésiennes et internationales de transformation et d'exportation. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets sera l'institution coopérante.

### **G. Justification économique**

32. Le projet renforcera la base de ressources en infrastructures sociales et productives de 35 000 bénéficiaires directs (hommes et femmes) – agriculteurs pauvres, paysans sans terre et jeunes ruraux – vivant dans le nord-est et le sud-ouest de la région semi-aride de Bahia. Les activités stimulant le développement social et économique de la région profiteront indirectement à 55 000 personnes, qui tireront bénéfice des investissements sociaux et productifs coordonnés résultant de la planification consolidée du développement des communautés et des territoires sélectionnés. L'accès amélioré à l'eau, l'électricité, l'éducation, la santé rurale, les services de base et les programmes culturels amélioreront les conditions de vie des individus, des ménages et des communautés pauvres des zones rurales, et renforceront leur confiance dans leur propre valeur.

33. Le projet renforcera les capacités des ressources humaines dans la zone du projet en proposant aux organisations sociales et économiques une formation systématique à l'organisation et à la gestion. Il visera tout particulièrement les jeunes hommes et les femmes des zones rurales avec la mise en œuvre d'un programme méthodique de formation professionnelle destiné à 4 000 jeunes ruraux, qui renforcera leurs capacités de générer des revenus et améliorera l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. De plus, 2 000 jeunes hommes et femmes recevront une formation pour concevoir et mettre sur pied leurs propres entreprises rurales. Le fonds d'investissement social et culturel aidera les communautés à se

réapproprier le patrimoine culturel de la région semi-aride, améliorant ainsi l'image que les ruraux, en particulier les jeunes, ont d'eux-mêmes.

34. **Développement commercial.** Le projet améliorera les liens entre les bénéficiaires et les marchés locaux, régionaux et nationaux, en identifiant les créneaux commerciaux, en améliorant les infrastructures d'entreposage, de transformation et de manutention, en formant les bénéficiaires et en consolidant les filières commerciales de production et de transformation. Les tables de négociation entre les associations de producteurs, d'une part, et les transformateurs, les emballeurs et les exportateurs industriels privés, d'autre part, accroîtront les capacités de négociation et de commercialisation des organisations économiques locales. Au sein des groupements, des organisations et des communautés, le projet appuiera des groupes faïtiers de production, de commercialisation, de transformation et/ou agro-industriels, par produit, et leur assurera une formation, afin qu'ils contribuent à la promotion des organisations axées sur le marché, des entreprises commerciales rurales, des coopératives et des associations officielles de producteurs.

35. **Stratégie de développement des entreprises rurales.** On estime à 29 000 le nombre de femmes et d'hommes qui bénéficieront directement des programmes d'appui à la commercialisation et d'assistance technique agricole proposés par le projet, dont au moins 7 500 femmes adultes (25%). La diffusion des technologies productives sera liée à l'information sur les marchés et sur les prix pour appuyer les activités génératrices de revenus ou en susciter de nouvelles. Les systèmes de production, de commercialisation et de transformation des organisations économiques seront améliorés selon une approche intégrée misant sur l'introduction de nouvelles cultures de rente annuelles et pérennes de forte valeur, et sur l'amélioration des technologies de production, de transformation et de commercialisation des cultures existantes et traditionnelles. Au total, 24 000 familles bénéficieront directement des investissements productifs non remboursables – petits projets d'irrigation, classification, infrastructures commerciales et investissements pour la protection de l'environnement et des ressources naturelles – et amélioreront leur capacité de générer des revenus. Le projet fournira aux microentreprises et aux fabricants d'artisanat un appui axé sur la commercialisation, la gestion et les technologies, renforçant les stratégies et les capacités de commercialisation des associations de microentrepreneurs et d'artisans.

## H. Risques

36. Les risques du projet sont liés aux facteurs suivants: i) le manque d'efficacité, de coordination et de volonté politique dans l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté au niveau fédéral et à l'échelon de l'État, qui pourrait limiter la coordination intra-sectorielle et les investissements dans les municipalités pauvres de la zone du projet; et ii) les contradictions imputables aux divergences politiques entre les autorités fédérales, les autorités de l'État et celles des municipalités, qui pourraient compromettre la stabilité des activités du projet. La stratégie adoptée par le projet pour surmonter ces risques est articulée autour de deux axes: i) une concertation active et systématique au niveau fédéral et au niveau de l'État concernant les stratégies et les activités en faveur des pauvres; et ii) un dialogue actif dans les deux sous-régions de la zone du projet grâce à des forums périodiques, organisés avec la participation des autorités de l'État et des autorités locales ainsi que les organisations bénéficiaires, facilitant le fonctionnement de mécanismes de coordination et d'exécution participatifs et transparents, appuyés par un système de suivi et évaluation participatif des activités du projet (audit social).

## I. Impact sur l'environnement

37. Le projet a été classé en catégorie B parce que les impacts potentiels qui ont été identifiés peuvent être corrigés par des activités en faveur de l'environnement. Les activités environnementales actuellement exécutées par le Secrétariat à l'environnement et aux ressources hydriques de Bahia compléteront les activités et les investissements du projet dans les domaines de la protection des ressources naturelles et de l'aménagement des bassins versants dans la zone du projet. En outre, le

projet de gestion durable des terres dans le Sertão semi-aride, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), fournira des outils techniques et des indications méthodologiques en matière de gestion et de conservation de la végétation *caatinga* naturelle. Les ressources financières du projet allouées par le biais du fonds pour la protection et la gestion de l'environnement contribueront à la réduction de l'érosion des sols, à l'amélioration de l'aménagement des bassins versants et à la régénération de la biodiversité. Les plans d'entreprise financés par le projet comprendront une évaluation environnementale et proposeront une série d'activités visant à réduire les effets négatifs sur les ressources naturelles et l'environnement local. Les investissements financeront la gestion des sols, de l'eau et de la végétation naturelle pour améliorer l'infiltration et la conservation de l'eau, freiner l'érosion des sols, améliorer la gestion des bassins versants, réduire les déchets solides et liquides des microentreprises et sensibiliser davantage les parties prenantes aux questions environnementales.

### **J. Aspects novateurs**

38. Le projet présente six aspects conceptuels et opérationnels novateurs. i) Il utilisera la planification territoriale comme un outil pour effectuer des investissements sociaux et productifs participatifs et coordonnés dans la région semi-aride; ii) il développera les cultures commerciales des zones semi-arides, ouvrant de nouvelles perspectives d'accès aux marchés intérieurs et extérieurs, notamment le ricin qui peut être utilisé pour la production de biodiesel; iii) il établira des liens avec les sociétés du secteur privé comme un moyen d'améliorer les revenus des bénéficiaires; iv) il mettra l'accent sur le développement du potentiel des jeunes ruraux en leur proposant une formation professionnelle systématique dans les domaines requis par les marchés de l'emploi régionaux et nationaux et en les dotant des compétences indispensables pour lancer leurs propres entreprises et prendre les rênes des processus de développement social et économique locaux sur le long terme; v) il renforcera le patrimoine et l'identité culturels de la population de la région semi-aride, en particulier la jeunesse rurale, au moyen d'un fonds d'investissement social et culturel; et vi) il étendra les expériences couronnées de succès du projet PROGAVIAO à de nouvelles zones géographiques et poursuivra le développement des services d'assistance et de promotion en faveur des entreprises.

### **TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

39. Un accord de financement entre l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil et le FIDA, un accord de garantie séparé entre la République fédérative du Brésil et le FIDA, et un accord de don distinct entre l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil, la République fédérative du Brésil et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti au bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de financement négocié est joint en annexe.

40. L'État de Bahia de la République fédérative du Brésil est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un don et à contracter un emprunt auprès du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de ses lois, à se porter garante du prêt.

41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

#### QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds, sur la garantie de la République fédérative du Brésil, fera à l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (20 800 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2024 ou avant cette date, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds, et qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

"DÉCIDE: Que le Fonds fera à l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil un don d'un montant de 500 000 USD, qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES  
INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 12 avril 2006)

1. Le Gouvernement de l'État de Bahia de la République fédérative du Brésil (le gouvernement) a présenté une demande de prêt pour le financement d'un projet de développement des communautés rurales dans les zones les plus pauvres de l'État de Bahia. Le prêt est garanti par la République fédérative du Brésil aux conditions énoncées dans l'accord ("l'accord de garantie") conclu entre le FIDA et la République fédérative du Brésil.
2. Le FIDA a l'intention d'accorder au gouvernement un don de 500 000 USD pour financer les activités au titre de la composante B du projet. Sous réserve de l'autorisation préalable de la République fédérative du Brésil, le gouvernement conclura avec le FIDA un accord définissant les modalités et conditions du don.
3. Le gouvernement mettra le produit du prêt à la disposition de la CAR conformément au plan de travail et budget annuel, à l'accord subsidiaire avec la CAR et aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement pour l'exécution du projet.
4. Outre le prêt, le gouvernement mettra à la disposition de la CAR et de chaque autre partie, rapidement en tant que de besoin et conformément au plan de travail et budget annuel et à l'accord subsidiaire avec la CAR, les fonds, les installations, les services et les autres ressources qui pourraient être nécessaires de temps à autre à l'exécution du projet. Sans que cela ne limite le caractère général de ce qui précède, il mettra à la disposition de la CAR au cours de la période d'exécution du projet des fonds de contrepartie, provenant de ses propres ressources, et d'un montant total de 30 millions de USD, conformément aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement. À cette fin, il inscrira, pour chaque exercice au budget un montant égal aux fonds de contrepartie prévus au plan de travail et budget annuel pour le projet et tiendra ces fonds à la disposition de la CAR.
5. Le gouvernement et la CAR concluront un accord (l'accord subsidiaire avec la CAR) prévoyant, entre autres, que le gouvernement transférera le montant du prêt et d'autres ressources à la CAR, et que la CAR déclarera son engagement en faveur des objectifs et buts du projet et, qu'à cette fin, elle s'engage à le mettre en œuvre conformément à l'accord de financement. Le gouvernement soumettra au FIDA le projet d'accord subsidiaire avec la CAR pour observation et approbation avant signature.
6. Le partenaire principal de la mise en œuvre présentera des qualifications et aura une expérience particulières. Il sera identifié et choisi par la CAR conformément aux procédures concernant la passation des marchés qui figurent dans l'accord de financement, et approuvé par le FIDA. Il conclura, avec la CAR, un accord qui prévoira notamment que:
  - a) le partenaire principal s'engage à exécuter les activités du projet. À cette fin, et conformément aux procédures de passation des marchés qui figurent dans l'accord de financement, il passera des contrats avec des prestataires de service telles que des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile, des organismes publics et des particuliers pour la mise en œuvre d'activités socialement productives, de commercialisation et de protection de l'environnement. Il accordera la préférence à des organisations présentes localement et qui ont fait la preuve de leur capacité en matière d'activités sociales, productives et environnementales. Tous les contrats préciseront que les organisations concernées agissent en liaison directe avec les communautés rurales pour l'établissement de diagnostics participatifs comme pour la planification et la mise en œuvre de mesures sociales, productives et environnementales;

- b) le gouvernement transfère le produit du prêt et d'autres ressources de contrepartie au partenaire principal;
- c) le partenaire principal déclare son attachement aux buts et objectifs du projet et, en vue de leur réalisation, s'engage à exécuter le projet conformément à l'accord de financement.

Le gouvernement soumettra au FIDA le projet d'accord avec le partenaire principal de mise en œuvre pour observation et approbation avant sa signature.

7. Dès que possible après la conclusion de l'accord de financement et en tout état de cause au plus tard 30 jours après son entrée en vigueur, le gouvernement ouvrira auprès d'une banque proposée par lui et acceptée par le FIDA, et maintiendra par la suite, un compte courant en monnaie locale pour les opérations du projet (le "compte du projet"). Le directeur exécutif, le directeur financier et le trésorier de la CAR seront pleinement habilités à utiliser le compte du projet et deux signatures, dont celle du directeur exécutif, seront nécessaires pour effectuer tout retrait.

8. Le FIDA peut suspendre, après notification au gouvernement afin que celui-ci puisse prendre dans le délai prescrit les mesures de correction nécessaires, tout ou partie du droit du gouvernement à effectuer les tirages sur le compte de prêt au cas où se produirait l'une quelconque des situations mentionnées ci-dessous, **étant entendu cependant** que si l'audit prévu n'a pas été réalisé de manière satisfaisante dans les 12 mois suivant la date d'établissement du rapport financier, le FIDA suspendra le droit du gouvernement de demander l'autorisation d'effectuer des retraits sur le compte:

- a) le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans l'accord préalable du FIDA, lequel a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles défavorables sur le projet;
- b) l'accord subsidiaire avec la CAR, ou l'une quelconque de ses dispositions, n'a pas été respecté ou a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'accord préalable du FIDA, lequel a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles défavorables sur une partie quelconque du projet;
- c) l'accord avec le partenaire principal de mise en œuvre, ou l'une de ses dispositions, n'a pas été respecté ou a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'accord préalable du FIDA, lequel a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles défavorables sur une partie quelconque du projet;
- d) le FIDA estime que les bénéficiaires du projet ne profitent pas de manière satisfaisante au groupe cible, ou qu'ils profitent à des personnes extérieures à ce groupe au détriment de ces membres;
- e) en consultation avec le gouvernement, l'abrogation, l'invalidation, la suspension, l'amendement ou toute autre modification apportée à une loi nationale peut porter atteinte à l'une quelconque des conditions et modalités de l'accord de financement.

9. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, les participants au projet mettront en œuvre des pratiques appropriées de lutte antiparasitaire et, à cette fin, le gouvernement veillera qu'aucun des pesticides achetés ne soit interdit par le Code international de conduite pour la

distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, tel que révisé périodiquement, ou figure au tableau 1 (extrêmement dangereux) et 2 (très dangereux) de la classification recommandée des pesticides selon les dangers présentés établie par l'Organisation mondiale de la santé et de la classification de 1996-1997, tel que révisées périodiquement.

10. Le gouvernement veillera à ce que les activités de suivi et d'évaluation dans le cadre du projet soient utilisées comme un outil de gestion pour identifier les problèmes et y remédier ainsi que pour accroître l'impact du projet en élaborant des systèmes davantage adaptés aux besoins des bénéficiaires. À cet effet, le suivi et l'évaluation devront porter sur: a) les progrès en matière de mise en œuvre; b) la participation des parties prenantes; et c) l'impact du projet tel qu'il ressort d'enquêtes auprès des parties prenantes et d'études ciblées. Le spécialiste du suivi et de l'évaluation de l'unité de gestion du projet sera responsable du suivi et de l'évaluation du projet. Pour leur part, les partenaires de la mise en œuvre, y compris les prestataires de services techniques, feront périodiquement un rapport aux bureaux régionaux.

11. Le gouvernement/l'organisme principal chargé de la mise en œuvre du projet assurera le personnel du projet contre la maladie et les risques d'accident conformément à la législation nationale et à la pratique habituelle.

12. Le gouvernement fera en sorte qu'une démarche soucieuse de l'équité hommes/femmes soit intégrée dans toutes les activités du projet. Le projet aura notamment pour objectif de réduire la pauvreté chez les femmes en leur permettant de participer activement aux organisations économiques, avec pour conséquence une réduction des inégalités dans les communautés rurales de cette région semi-aride. Il fera notamment en sorte: a) d'accroître l'accès équitable des femmes aux activités économiques du projet; b) de mettre en œuvre des mesures destinées à réduire l'écart de formation entre hommes et femmes en zone rurale; et c) d'appuyer la pleine participation des femmes des zones rurales aux organisations économiques. À cet effet, il veillera à ce que les activités opérationnelles prévoient, notamment, des programmes systématiques et permanents de formation à l'intention des femmes; des investissements et des mesures destinées à permettre aux femmes de consacrer moins de temps aux activités domestiques; une formation aux activités de direction et des mesures destinées à accroître la confiance des femmes en elles-mêmes; et d'une manière générale une orientation favorable aux femmes dans toutes les activités du projet. Le gouvernement veillera également à la mise en œuvre de deux types de mesures en faveur des jeunes ruraux à savoir: a) des activités de formation professionnelle et b) un appui à l'identification et au développement des capacités des hommes et des femmes en matière de création d'entreprises.

### 13. Conditions préalables au décaissement

- a) Aucun tirage ne sera effectué tant que: l'accord de mise en œuvre avec le partenaire principal n'aura pas été approuvé par le FIDA, que copie de cet accord, signé par la CAR et le partenaire de mise en œuvre, pour l'essentiel tel qu'approuvé, et certifié authentique et complet par un représentant autorisé de la CAR n'aura pas été remis au FIDA; que la signature et l'exécution dudit contrat par la CAR et le partenaire n'aient pas été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les mesures administratives et gouvernementales nécessaires; et que toutes les conditions préalables à son entrée en vigueur n'aient pas été remplies.
- b) Aucun tirage ne sera effectué tant que le manuel de mise en œuvre du projet n'aura pas été dûment approuvé par le FIDA.
- c) Aucun tirage ne sera effectué pour le financement des dépenses relevant de la catégorie 3 (Investissement), tant que les comités territoriaux de développement n'auront pas été créés.

14. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'accord de financement du projet entrera en vigueur une fois remplies les conditions suivantes:

- a) le coordonnateur du projet a été nommé par l'organisme principal et approuvé par le FIDA;
- b) le comité de pilotage du projet a été créé;
- c) l'unité de gestion du projet a été créée;
- d) le gouvernement a inscrit au budget les fonds de contrepartie pour la première année du projet;
- e) le FIDA a approuvé le projet d'accord subsidiaire avec la CAR; copie dudit accord, pour l'essentiel tel qu'approuvé et certifié authentique et complet par un représentant autorisé du gouvernement, a été transmise au FIDA; la signature et l'exécution dudit accord par le gouvernement et la CAR ont été dûment autorisées et ratifiées par l'entreprise, l'administration et le gouvernement comme nécessaire; et toutes les conditions préalables à son entrée en vigueur (autre que l'entrée en vigueur des documents de financement) ont été remplies;
- f) l'accord de garantie a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le gouvernement et la République fédérative du Brésil ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales requises;
- g) l'accord de financement a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par l'organisme principal ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- h) un avis juridique favorable, acceptable par le FIDA tant sur la forme que sur le fond, a été délivré par le Ministère des finances ou toute autre instance juridique approuvée par le FIDA et transmis à celui-ci par le gouvernement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

BRAZIL


<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2003 1/</b>	8 459	<b>GNI per capita (USD) 2003 1/</b>	2 720
<b>Total population (million) 2003 1/</b>	176.60	<b>GDP per capita growth (annual %) 2003 1/</b>	-1.4
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2003 1/</b>	21	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/</b>	15
<b>Local currency</b> Brazilian Real (R\$)		<b>Exchange rate: USD 1.00 =</b>	BRL 2.4
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	1.3	GDP (USD million) 2003 1/	492 338
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	19	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	2.4
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	7	1993-2003	2.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	33	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	69	% agriculture	6
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	19
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	11
Total labour force (million) 2003 1/	82.29	% services	75
Female labour force as % of total 2003 1/	36	Consumption 2003 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	19
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	149 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	59
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	14 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	22
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	73 084
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	11 a/	Merchandise imports 2003 1/	50 665
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	6 a/	Balance of merchandise trade	22 419
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	8 a/	before official transfers 2003 1/	884
Physicians (per thousand people) 2003 1/	2 a/	after official transfers 2003 1/	4 016
Population using improved water sources (%) 2000 2/	87	Foreign direct investment, net 2003 1/	10 144
Population with access to essential drugs (%) 1999 2/	0-49	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 2/	76	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	7	Total external debt (USD million) 2003 1/	235 431
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	1 303 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	54
Food production index (1989-91=100) 2003 1/	119	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	64
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	3 375	Lending interest rate (%) 2003 1/	67
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2003 1/	22
Arable land as % of land area 2003 1/	7 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	64 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	4 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

PREVIOUS IFAD FINANCING IN BRAZIL

 IFAD	Project and Portfolio Management System	CTY080
	Previous IFAD Projects	03 Aug 2005 - 16:22

Region PL  
Country Brazil

Project	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
51 Ceara Second Rural Development Project	World Bank: IBRD	World Bank: IBRD	O	04 Dec 80	17 Jun 81	31 Dec 87	L - I - 51 - BR	SDR	15 600 000	80%
258 Smallholder Technological Development Project in the Cerrado	IFAD	UNOPS	O	19 Apr 90		31 Dec 97	L - I - 258 - BR	SDR	13 500 000	
							L - I - 259 - BR	SDR	3 300 000	
344 Low-income Family Support Project in the Semi-arid Region of Sergipe State	IFAD	UNOPS	O	02 Dec 93	16 Oct 95	30 Jun 03	L - I - 344 - BR	SDR	12 900 000	100%
493 Community Development Project for the Rio Gaviao Region	IFAD	UNOPS	O	07 Dec 95	03 Dec 96	30 Jun 06	G - I - 29 - BR	USD	10 000	100%
							G - I - 29 - BR	USD	7 500	95%
							L - I - 404 - BR	SDR	13 500 000	100%
1101 Sustainable Development Project for Agrarian Reform Settlements in the Semi-Arid North-East	IFAD	IFAD	O	03 Dec 98	21 Dec 00	30 Jun 07	L - I - 494 - BR	SDR	17 800 000	27%
1194 North-East Rural Family Enterprise Development Support Project	IFAD	UNOPS	O	02 Dec 04			L - I - 649 - BR	SDR	15 450 000	

## LOGICAL FRAMEWORK

OBJECTIVES	INDICATORS <sup>1</sup>	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p><b>Development Goal</b></p> <p>To significantly reduce poverty and extreme poverty levels of semi-arid communities of the State of Bahia</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>36 600 households with improved assets ownership, disaggregated by sex</i></li> <li>• <i>40% reduction in child malnutrition, disaggregated by sex</i></li> <li>• <i>4 000 households with sustainable access to an improved source of water</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Results and Impact System (RIMS) benchmark, mid-term and terminal studies</li> </ul>	
<p><b>Objective of the project</b></p> <p>To improve the social and economic conditions of rural poor communities by promoting environmentally sustainable and gender-equitable social and economic development</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>36 600 households with improved food security</i></li> <li>• <i>35 000 persons receiving direct project services</i></li> <li>• <i>240 groups<sup>2</sup> with women leaders</i></li> <li>• <i>875 groups operational/functional, by type</i></li> <li>• <i>6 640 jobs available in small and medium enterprises</i></li> <li>• <i>3 000 young people integrated into the labor market</i></li> <li>• <i>270 enterprises are operating after three years</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mid-term evaluation, project completion report, systematization studies</li> <li>• M&amp;E reports</li> <li>• Geographic Information System (GIS) mapping</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poverty mitigation policies are fostered by the federal and state governments</li> </ul>

<sup>1</sup> RIMS indicators are in italics.

<sup>2</sup> Groups are equivalent to economic or social organizations (in terms of RIMS indicators) and are located in the communities. Economic organizations are equivalent to small and medium enterprises.

<p><b>Human and social capital development component</b></p> <p><b>Output 1</b></p> <p>Rural poor and their grass-roots organizations are empowered in their capacities to participate in local, municipal and territorial social and economic development processes</p> <p><b>Innovative pilot experience in the castor oil chain (grant)</b></p> <p><b>Output 2</b></p> <p>A pilot experience of a sustainable agribusiness in the castor oil economic chain of the PRODECAR area has been developed</p>	<p><b>Organizational strengthening</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 250 social and cultural projects implemented</li> <li>• 21 250 people belonging to established groups</li> <li>• 500 development plans prepared<sup>3</sup></li> <li>• 425 organizations strengthened in their capacities to participate in development processes</li> <li>• 1 250 leaders strengthened in their capacities to lead development processes</li> <li>• 25 000 people trained by gender and type<sup>4</sup></li> </ul> <p><b>Labour skills training</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 000 young people – men and women – trained in labour skills</li> <li>• 35 institutions of service providers trained in technical skills for rural development</li> <li>• PMU consolidated to manage development processes with gender perspective</li> </ul> <p><b>Social and cultural investment fund (SCIF)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 566 organizations with projects financed by the SCIF</li> <li>• Type of social investment financed by the SCIF by number of beneficiaries involved and organization</li> </ul> <p><b>530 small farmers with increased castor bean oil plant production</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 775 hectares planted and 885 tonnes of castor bean oil plant produced</li> <li>• 1 cooperative operating in different markets</li> <li>• 3 plants processing 72 tonnes/month each</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring, evaluation and systematization reports</li> <li>• Participatory diagnostics</li> <li>• Record of interest groups and organizations</li> <li>• Territorial development plans</li> <li>• Municipal development plans</li> <li>• Reports of providers of services</li> <li>• Records of organizations (annual evaluation workshops)</li> <li>• GIS mapping</li> <li>• Labour market demand study</li> <li>• Journals and newspapers</li> <li>• Reports of partners (e.g., Fiorello H. LaGuardia Foundation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local political power does not interfere with project implementation</li> </ul>
--	--	--	--

<sup>3</sup> Plans are equivalent to CAPs in terms of RIMS indicators.

<sup>4</sup> Type of training are, among others: rural participatory diagnosis and planning with gender perspective, gender equity, leadership and entrepreneurial abilities.



<p><b>Productive and market development component</b> <b>Output 3</b></p> <p>Target population has improved its income-generating capacities, transforming subsistence economic activities into profitable agricultural and non-agricultural rural businesses with proper care of the environment</p>	<p><b>Market development services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 networks established and strengthened, by type of cluster</li> <li>• 6 networks strengthened, by type of cluster</li> <li>• % of groups engaged in non-traditional activities with aggregated value, by chain (20% in beekeeping and handicrafts, 30% in fruit/cashews)</li> <li>• 40% of groups having direct access to dynamic markets</li> </ul> <p><b>Technical assistance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 000 people accessing technical advisory services</li> <li>• 875 business plans implemented</li> <li>• 450 enterprises established/strengthened</li> <li>• 80% enterprises increasing their gross sales</li> <li>• 6 business demonstrative centres implemented</li> <li>• 87 demonstrative plots implemented</li> <li>• 260 peasants receiving training</li> <li>• 90 entrepreneurs receiving training</li> <li>• 525 organizations having access to existing credit lines, by type of organization and credit line</li> </ul> <p><b>Support services for young men and women with entrepreneurial capacities</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 000 young people accessing support services</li> <li>• 100 initiatives implemented by young persons, by type of business and gender</li> </ul> <p><b>Productive capitalization fund (PCF)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 875 organizations having access to the PCF by cluster</li> <li>• Type of investment financed by the PCF by number of beneficiaries involved and cluster</li> <li>• 30 000 direct beneficiaries of the PCF</li> <li>• 300 processing facilities established</li> </ul> <p><b>Environmental conservation and management fund (ECMF)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 000 organizations having access to the ECMF</li> <li>• Type of investment<sup>5</sup> financed by the ECMF, by number of beneficiaries involved and organization</li> <li>• Degree of use of the GIS in social, productive and environmental planning.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring, evaluation and systematization reports</li> <li>• Participatory diagnostics</li> <li>• Different records and plans</li> <li>• Business plans</li> <li>• Municipal development plans</li> <li>• Reports of service providers (business promoters, basic and specialized technical assistance)</li> <li>• Market studies</li> <li>• Records of organizations (annual evaluation workshops)</li> <li>• GIS mapping</li> <li>• Journals and newspapers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relative prices of expenses, products and services are stable</li> <li>• Organizations and municipalities develop a long-term vision about proper care of natural resources that will not be significantly modified when authorities are changed</li> </ul>
---	--	--	--

<sup>5</sup> Investments could be or not associated to a business plan. Examples are: soil conservation, agro-forestry systems, water source protection, infiltration ditches, protection barriers, micro-watershed management.

<p><b>Activities of human and social capital development component</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop activities with gender equity and sex disaggregation in data collection practices</li> <li>• Plan and implement meetings to introduce the project in 29 local governments and 500 groups</li> <li>• Plan and implement 500 participatory diagnostics</li> <li>• Plan and implement training activities for 500 groups</li> <li>• Support 6 strategic territorial development plans</li> <li>• Support 29 municipalities in preparation or improvement of municipal development plans.</li> <li>• Implement training programmes for 25 000 beneficiaries, by type of programme</li> <li>• Implement training programmes for 35 service provider organizations and other actors by type of programme</li> <li>• Organize training activities in gender equity for 25 000 organization members</li> <li>• Implement technical labour skills programmes for 4 000 young people (50% of whom will be women)</li> <li>• Conduct a study on labour market demand for poor young men and women.</li> <li>• Conduct evaluation studies to measure degree of absorption of young people in the market (3<sup>rd</sup>, 4<sup>th</sup> and 5<sup>th</sup> year)</li> <li>• Create and implement a social and cultural investment fund of USD 8 million to provide financial support for 530 social development and cultural initiatives of the organized communities.</li> </ul> <p><b>Activities of productive and market development component</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop activities, with data collection disaggregated by gender equity and sex</li> <li>• Develop market development services to: (i) provide a market intelligence and information system for identifying</li> </ul>	<p>opportunities and market analysis; (ii) promote rural businesses, which includes organization/participation in at least 7 fairs per year, 3 negotiation tables, and provision of commercial training support; and (iii) create and consolidate economical social capital by identifying 5 strategic alliances</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Select, contract and train 30 business promoters to assist in the formulation of business plans for the 875 economic organizations.</li> <li>• Select, contract and train technical assistance teams according to the needs of the business plans</li> <li>• Create and implement an entrepreneur coaching program for young men and women, per cost of USD 1 426 000 Organize 29 youth meetings, one per municipality</li> <li>• Create and implement a productive capitalization fund (PCF) of USD 14 million for the 875 economical organizations</li> <li>• Coordinate with territorial committees for the evaluation and approval of projects (PCF)</li> <li>• Create and implement an environmental conservation and management fund (ECMF) at cost of USD 5.9 million for the economical organizations</li> <li>• Select trainees and adequate locations for demonstrative plots and business centres</li> <li>• Support the implementation of a GIS</li> <li>• Coordinate with available lending programmes in the region and to formulate applications for the 875 economic organizations to access existing credit lines</li> </ul> <p><b>Activities of gender unit (GU)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensure gender balance of PMU</li> <li>• Appoint a coordinator and two subcoordinators at regional level.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provide support for achieving gender balance in any other recruitment process carried out by the PMU</li> <li>• Provide PMU staff and other actors with training in gender issues</li> <li>• Elaborate reference terms, to carry out recruitment processes, to implement the consultancies proposed and to support them</li> <li>• Implement the project's gender strategy in coordination with all the actors involved</li> <li>• Carry out at project start a study on gender issues</li> <li>• Support 7 250 women producers with investments that reduce women's workload (e.g. improved stoves, adequate washing facilities, childcare centers, water facilities)</li> <li>• Provide technical and counseling support to enable 7 250 women to join economic organizations with business plans</li> <li>• Assist 750 women in obtaining their identity cards</li> <li>• Support participation of 1 250 women in economical promotion events</li> <li>• Provide training and counselling support for 580 women enabling them to participate as leaders in economic organizations</li> <li>• Coordinate with the M&amp;E unit in implementing an annual forum for dialogue on sustainable development of the semi-arid</li> </ul> <p><b>Activities of Monitoring and Evaluation Unit</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appoint a coordinator and recruit one assistant</li> <li>• Provide support in any other recruitment process</li> <li>• Provide training in M&amp;E to all actors involved</li> <li>• Elaborate reference terms, to carry out recruitment processes, to implement the consultancies proposed project start and to support them (coordinating with Preval and others)</li> <li>• Implement the M&amp;E strategy in coordination with GU</li> <li>• Organize the annual forum on dialogue for sustainable development of the semi arid in coordination with PMU, CAR, and other rural development projects in Bahia.</li> </ul>
---	---	--

## RIMS Reporting Format PRODECAR

### Results and Impact System:

			Benchmark	Mid-term	Completion	Target
<b>Impact indicators</b>	Households that have improved food security	number				6 600
<b>(2<sup>nd</sup> level indicators)</b>	Households with improvement in household assets ownership index	number				6 000
	Prevalence of child malnutrition (height for age, girls/boys)	percentage				40% of reduction
	Households with sustainable access to an improved source of water	number				4 000

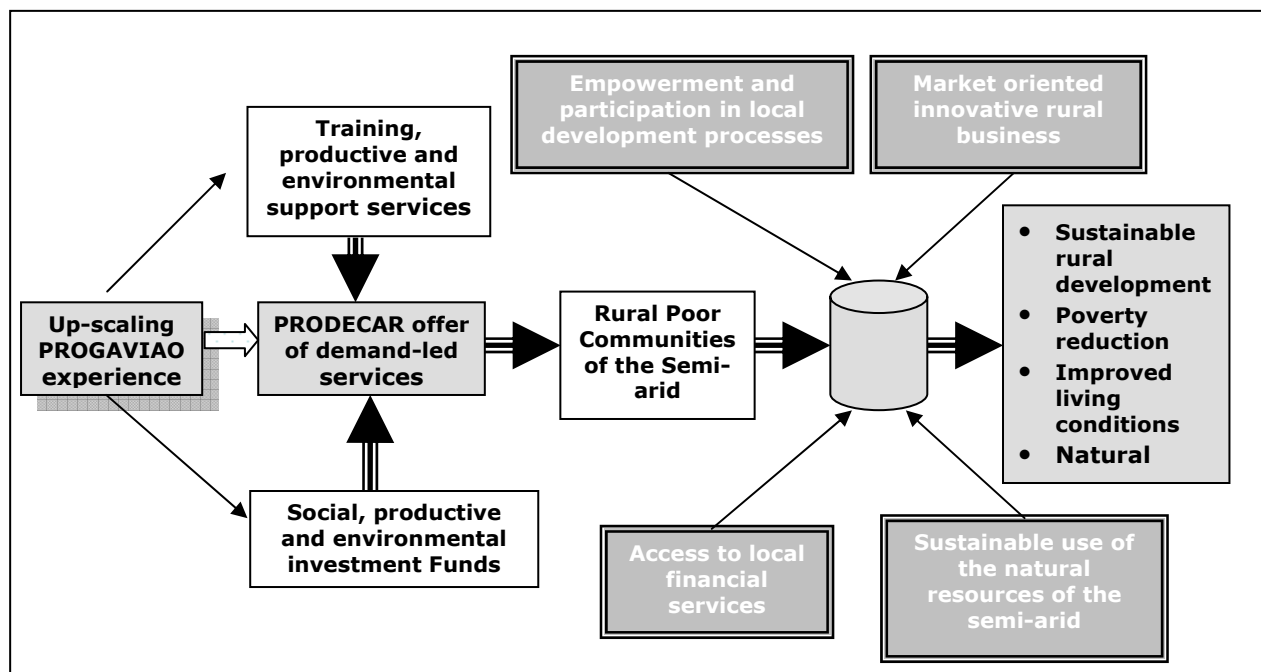
Component/ Output/	Indicator	Unit	Period: First Year			Cumulative		
			AWP&B	Actual	% of AWPB	Appraisal	Actual	% of Appraisal
<b>General</b>	Persons receiving direct project services	number				35 000		
		number/women				10 500		
	Groups operational/functional	number				1 200		
	Jobs generated by small and medium enterprises	number				6 640		
	Groups with women leaders	number				720		
	Enterprises operating after three years	number				420		
<b>C1: Human and Social Capital Development Component</b>								
<b>Output 1:</b>	Development plans prepared	number				400		
	People belonging to groups	number				29 000		
	Community projects implemented by type	number				1 975		
	People trained by gender and type	number				25 000		
<b>C2: Productive and Market Development Component</b>								
<b>Output 2:</b>	Enterprises established / strengthened	number				875		
	People accessing technical advisory services by type of service and gender	number				30 000		
	Processing facilities established	number				300		

PROJECT DESIGN AND CONCEPTUAL FRAMEWORK

Project Design Matrix

Programme Strategic and Operational Axes	IFAD Strategic Framework 2002-2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
<b>Human and Social Capital Strengthening</b>	Strengthening the participatory capacity of the rural poor and their organizations  Labor skills training for young men and women	Participation in the planning of local social, productive and environmental investments and infrastructure at the territorial level	Development of local financial services and products markets	Empowerment  Improved living conditions  Improved educational and training levels
<b>Productive and Market Development</b>	Strengthening the income-generating capacity of the poor  Training and consciousness raising to natural resource conservation issues	Access to local rural technical support services for production and marketing  Access to innovative leading-edge technologies  Environmentally sustainable agricultural and non-agricultural productive practices	Access to local rural productive and marketing support services  Access to local financial services and programmes  Access to better-priced markets through higher quality agricultural and non-agricultural products	Improved income  Empowerment  Sustainable use and management of the semi-arid region's natural resources  Improved water resource management

Project Conceptual Framework



**CASTOR BEAN PLANT: NEW PERSPECTIVES FOR AN OLD SEMI-ARID CROP**

1. In the search for more environmentally friendly fuels, the use of castor bean<sup>4</sup> (*Ricinus communis*) oil has proven to have technical and ecological benefits and stands as an opportunity for agricultural development in arid and impoverished areas like northeast Brazil. The oil extracted from the castor bean already has a growing international market, assured by more than 700 uses ranging from medicines and cosmetics to replacing petroleum in plastics and lubricants. Its derivatives are utilized in several industrial activities such as: cosmetics and perfumes; paints, pigments, varnishes and dyes; pharmaceutical products; plastics; textiles chemistry; electronics; paper; special glasses; products for the tanning of leather; optics; and foods. Castor oil is also used in the manufacturing of fiber optics, bulletproof glass and bone prostheses, and is indispensable for preventing fuels and lubricants utilized in aircraft and space rockets from freezing at extremely low temperatures. Last but not least, the by-product of castor oil extraction, the "cake", is used as a nitrogen-rich fertilizer and the same "cake", by removing its toxicity, can be used as animal feed.

2. Its major market, however, is beginning to open in the energy field with the growth of bio-diesel. Castor oil is the best substance for producing bio-diesel because it is the only oil that is soluble in alcohol and does not require heat and the consequent energy requirement of other vegetable oils in transforming them into fuel. Bio-diesel, chemically known as methyl ester, is the result of the reaction between any oily acid with ethyl (ethanol) or methyl (methanol) alcohol.

3. In Europe and the United States, nearly two billion liters of bio-diesel are consumed annually, though their oil sources are primarily rapeseed and soy. The European Union has determined that the percentage of bio-diesel in mineral fuel will rise up to 5% by 2010; bio-diesel production in the European Union increased by 35% between 2003 and 2004. Bio-diesel production is developing fast in Germany where mineral diesel with 2% of bio-diesel obtained from colza is distributed. In France, the major worldwide producer with 400 000 tons per year, there are seven bio-diesel refineries. Farmers in Europe and the United States have created national and international associations to promote this alternative fuel, which reduces urban air pollution and emissions of greenhouse gases associated with the burning of fossil fuels.

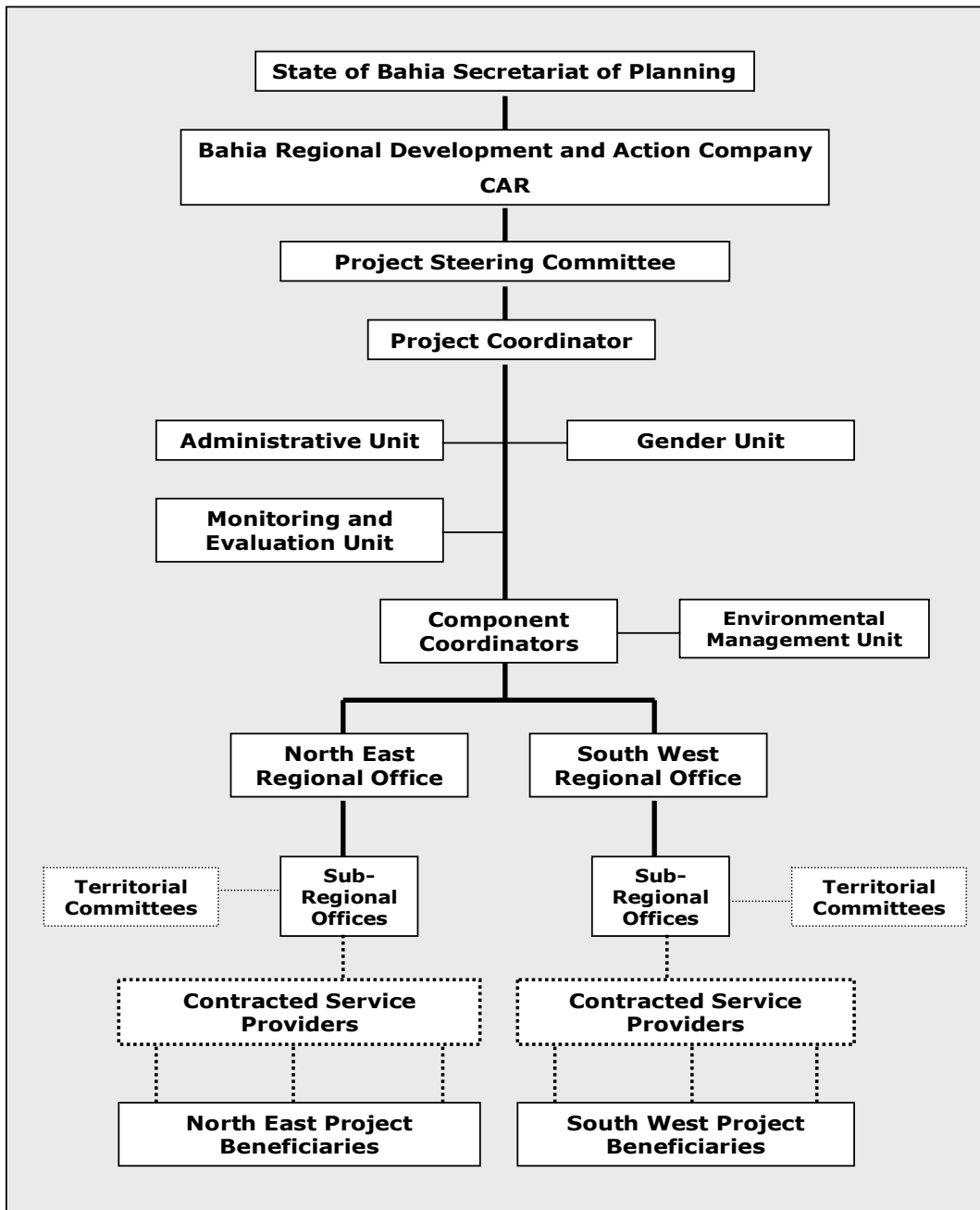
4. Recent studies indicate that castor oil will be competitive with other vegetable oils in the energy market. Genetic improvements have increased the oil content of the castor bean from 24% to 48%. In comparison, soy is just 17% oil. The plant has also been bred to mature at a shorter height. Whereas the castor-oil plant traditionally reaches three meters in height, making mechanized harvest difficult, there are now varieties that grow to just 1.7 meters.

5. The market for castor oil is considered "unlimited" because its uses continue to multiply. Castor oil is best for making special dyes and for uses in the high technology field, including in nuclear reactors. For decades, Brazil was the world leader in producing and exporting castor oil, but has fallen to third place, behind India and China. Brazilian output of 500 000 tons in the late 1980s fell to less than 120 000 tons last year. Planted areas declined due to marketing conditions dictated by intermediaries linked to industrial groups and lack of options in terms of value-added to production. Brazil's new policies and plans to move towards bio-diesel would jump-start the recovery of the castor-oil crop, however, to conquer the bio-diesel market, two key factors must be resolved: the development of castor bean harvesting and processing equipment; and fluctuations in world castor oil prices.

---

<sup>4</sup> The castor bean plant is called "mamona" in Portuguese

ORGANIZATION AND MANAGEMENT



## APPENDIX VII

## COMMERCIAL VIABILITY OF SELECTED AGRICULTURAL BUSINESSES

1. PRODECAR will focus on traditional and innovative value-added productive chains and/or production clusters that will support more profitable agricultural and non agricultural productive activities. Traditional agricultural productive clusters will include: goats (meat and milk); livestock (very small scale milk production); vegetables and fruits (with particular preference for cashew nut plantations); sisal (*Agave sisalana*), cassava (fresh, meal and starch); and apiculture (packed honey and by products). Non-Agricultural productive clusters are focused on “traditional” semi-arid handy-craft manufacturing (leather, wood carving, fabrics, etc.).

2. Innovative value-added productive chains include, among others: medicinal plants – medicine laboratories and manufacturers; castor bean plant – castor oil and other high value by products; natural gums and tannin – industrial manufacturers; Umbuzeiro (*Spondias tuberosa*) fruit – marmalades, conserves, jams and jellies manufacturers; sisal (*Agave sisalana*) – rug manufacturers. Some of these products have been identified through studies by La Guardia Foundation and through the Appraisal Mission. The Vínculos Project (GTZ, UNCTAD and local Brazilian NGO) supports marketing and distribution in domestic and external markets. All these products have higher prices in external markets and all of them have private exporters interested in linking effective productive chains. Even though, PRODECAR will include all of them as potential innovative rural businesses, particular attention will be given to the development of the castor bean plant (*Ricinus communis*) productive chain (Table 1).

3. Bahia is the largest producer of a traditional crop of the semi-arid: castor bean plant (*Ricinus communis*). New research in the area of oilseed fuels, indicate that castor oil is the best substance for producing bio-diesel because it is the only one that is soluble in alcohol, and does not require heat and the consequent energy requirement of other vegetable oils for transforming them into fuel. This situation has created new scope for increasing castor bean planting in the semi-arid as a cash crop, with additional income possibilities if beans are processed into crude or refined castor oil by small farmers associations or cooperatives. IFAD will provide a country grant of UDS 0,5 for pilot actions in production, transformation and marketing of castor beans and/or crude oil for the country bio-diesel market, and to explore possibilities of other external markets. The Fiorello La Guardia Foundation has supported basic production and market studies and will provide back-stopping for this initiative.

Table 1: Agricultural Promising Productive Clusters

Clusters	Links with private sector	Markets
<b>Castor bean plant</b>	Internal buyers: PETROBRAS, Brazil Eco-diesel External buyers: Biofox (Fox Petroli), Italy; Bakelite, Italy; Bio-diesel Kartnten, Austria; Bionor, Spain; Comlube, Italy; and Red oil, Italy	Bio-diesel; cosmetics and perfumes; paints, pigments, varnishes and dyes; pharmaceutical products; plastics; textiles chemistry; electronics; paper; special glasses; products for the tanning of leather; optics; foods; fiber optics, bulletproof glass and bone prostheses.
<b>Medicinal plants</b>	Internal buyers: Herbarium/ABIFISA External buyers: International Fair Trade Association	Health natural products, vitamins and food additives
<b>Gums and tannin</b>	Internal buyers: Mark, RS External Buyers: Gruppo Silva/Indunor	Varnish, paints, footwear, shoe and leather industries
<b>Cashew nuts</b> ( <i>Anacardium</i> Occidentale)	Internal buyers: Coop.Serra do Mel (RN) External buyers: Coop. Serra do Mel (RN)	Snacks and food industry
<b>Preserved umbu</b> (Umbuzeiro fruit)	Internal Buyers: domestic food retailers External Buyers: NGO/La Guardia Foundation	Marmalade, jams and jelly manufacturers